

Un bilan carbone inquiétant, à la hauteur du bilan climatique du Conseil d'Etat

La Coalition Objectif Climat, qui regroupe 42 organisations de la société civile vaudoise engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique, a pris connaissance du nouveau bilan carbone cantonal. Alors qu'en début de législature [le Conseil d'Etat présentait la durabilité et le climat comme l'une de ses priorités](#), ce bilan carbone illustre un grave manque de volonté politique en la matière à un an des élections cantonales.

Un bilan carbone inquiétant

Basé sur des données de 2023, et censé être publié en 2025, ce bilan carbone fait écho à [l'audit de l'EPFL](#) du premier plan climat (PCV1) qui conclut sur l'insuffisance des mesures pour parvenir aux objectifs de -50% d'émissions en 2030. Bien que nous saluons la réduction de 9% des émissions territoriales depuis le dernier bilan carbone de 2019, les émissions totales, prenant en compte les émissions extraterritoriales ont réduit de seulement 5% de 2015 à 2023, ce qui permet d'imaginer la hausse des émissions extraterritoriales (p.10, [rapport bilan carbone](#)). En Suisse, les émissions extraterritoriales ont augmenté [de plus de 103% entre 1990 et 2024](#).

Alors à ce rythme, l'objectif des 50% de réduction en 2030 est inatteignable, comme le souligne la communication d'aujourd'hui du Conseil d'Etat. Nous ajoutons que ce n'est pas seulement une question de rythme mais également de mesures. [Le Conseil d'Etat doit urgentement revoir sa politique climatique à l'aune de ce bilan carbone alarmant](#).

Un plan climat à la traîne

Nous avons examiné la mise en œuvre du plan climat deuxième génération (PCV2) et [nos conclusions](#) sont alarmantes : par exemple, sur les 20 mesures emblématiques communiquées par le Conseil d'Etat en juin 2023 déjà et reprises dans le PCV2, seules 9 ont été adoptées par le Grand Conseil au 30 janvier 2026, soit 108 millions sur les 209 millions de francs prévus. La majorité des mesures emblématiques, soit 90 millions, concerne l'administration cantonale, qui représente seulement 1.5% du bilan carbone cantonal (PCV2, p.50). La temporalité de ces mesures est de 10 à plus de 15 ans. Pourtant elles avaient été présentées comme ["des mesures immédiates pour renforcer son action climatique"](#). Il faut aussi noter que l'enveloppe allouée à ces mesures est faible, représentant 0.29% du PIB du Canton. [En son état et au rythme de déploiement actuel, le PCV2 ne permettra en aucun cas de respecter les obligations légales de réduction des émissions de GES.](#)

Le Conseil d'Etat doit respecter la loi

Depuis juin 2023, le Conseil d'Etat a [des obligations légales](#) en matière d'action climatique. Cela



nécessite notamment la récupération de la mesure emblématique sur les facilités tarifaires mettant en oeuvre une réduction de prix des transports publics pour certaines populations, abandonnée par le Conseil d'Etat alors que [considérée comme priorité de sa législature](#). Cela passe aussi par des premiers engagements du Conseil d'Etat, comme :

- la réalisation d'une évaluation externe du PCV2, dans la continuité de l'audit de l'EPFL ;
- la réalisation d'un bilan carbone croisant la catégorie socio-professionnelle et le revenu afin de permettre des mesures réellement efficaces, les émissions carbone étant liés au revenu (voir [l'étude de Caritas et de la ZHAW](#)) ;
- une forte accélération de l'implémentation des mesures du PCV2, notamment par la mise à l'agenda rapide du Grand Conseil de la Loi climat et durabilité, en attente depuis des mois ;
- un renforcement des mesures : celles à fort impact carbone, notamment dans le secteur de la mobilité ainsi que pour les émissions extraterritoriales ne sont pas sur la table du Conseil d'Etat alors qu'elles sont incontournables.

Contact

Marion Linci, chargée de mission politique : 079 934 14 13, marion.linci@objectifclimat.ch

Objectif Climat : A-Rocha, Act Now, Action Climat Ecublens, Actif-TrafiC, Ag!ssons, Aînées pour le Climat, Après-VD, Archipels, Association bien vivre à Chavannes (ABAC), Association de sauvegarde du Mormont (ASM), Association des bois de Ballens et environ (ASBBE), Association transports et environnement VD (ATE), Bâtir groupé, Ça Vaud l'retour !, Chailly 2030, Climate Bridges, Critical Mass Lausanne, Defend the wolf, Doctors for XR, Engagés pour la santé, État d'Urgence, Extinction Rébellion Familles, Extinction Rébellion Lausanne, Grands parents pour le climat VD, Greenpeace VD, Grève du climat VD, Grondements des terres, La Marche bleue, Le Franc Paysan, Les Amiexs de Bassenges, Les Soulèvements de la Terre, Montelly Vit !, Negawatt Suisse, Opposition aux canons à neige, Pour un urbanisme harmonieux et imaginatif (PUHI), Pro Velo Lausanne, Réseau APTES, Réseau vaudois des enseignant·es pour l'environnement (REPE), Scientist Rebellion, Transition Vallorbe, Uniterre, Yvonand pour l'Avenir.

